

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

30 novembre 2004

PROPOSITION DE LOI

modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, en ce qui concerne les connaissances linguistiques des agents temporaires

(déposée par MM. Bart Laeremans, Francis Van den Eynde, Jaak Vanden Broeck, Bert Schoofs et Filip De Man)

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

30 november 2004

WETSVOORSTEL

tot wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, wat betreft de taalkennis van tijdelijke aangeworven personeelsleden

(ingediend door de heren Bart Laeremans, Francis Van den Eynde, Jaak Vanden Broeck, Bert Schoofs en Filip De Man)

RÉSUMÉ

Selon les auteurs, on rétorque parfois, à ceux qui se plaignent que les agents de la Poste, de la SNCB et d'autres institutions publiques établies à Bruxelles n'ont pas une connaissance suffisante du néerlandais, qu'il s'agit d'agents temporaires qui ne sont pas soumis aux lois linguistiques. Cette astuce permet de contourner les lois sur l'emploi des langues.

C'est la raison pour laquelle les auteurs proposent de prévoir explicitement dans la loi que non seulement la nomination et la promotion mais également le recrutement temporaire à une fonction qui suppose un contact avec le public sont soumis à une connaissance suffisante ou élémentaire de la seconde langue.

SAMENVATTING

Volgens de indieners worden klachten in verband met het gebrek aan kennis van het Nederlands door personeelsleden van de Post, de NMBS en andere openbare instellingen in Brussel al eens afgewimpeld met de opmerking dat het om tijdelijke krachten gaat die niet onderworpen zijn aan de taalwetten. Hierdoor worden de taalwetten omzeild.

Daarom stellen zij voor om in de wet uitdrukkelijk op te nemen dat bij omgang met het publiek niet alleen de benoeming en de bevordering maar ook de tijdelijke aanwerving afhankelijk zijn van een voldoende of elementaire kennis van de tweede taal.

cdH	: Centre démocrate Humaniste
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
ECOLO	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
FN	: Front National
MR	: Mouvement Réformateur
N-VA	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
PS	: Parti socialiste
sp.a - spirit	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
Vlaams Belang	: Vlaams Belang
VLD	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : publications@laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend, moyennant certaines adaptations, le texte d'une proposition de loi déposée précédemment¹.

On rétorque parfois, à ceux qui se plaignent que les agents de la Poste, de la SNCB et d'autres institutions publiques établies à Bruxelles n'ont pas une connaissance suffisante du néerlandais, qu'il s'agit d'agents temporaires qui ne sont pas soumis aux lois linguistiques. Cette astuce permet de contourner l'article 21 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, qui prévoit que seuls les agents justifiant qu'ils possèdent de la seconde langue une connaissance appropriée ou suffisante peuvent être nommés ou promus à un emploi ou à une fonction mettant son titulaire en contact avec le public.

Afin d'empêcher que les lois précitées puissent être contournées, la présente proposition de loi vise à subordonner à une connaissance suffisante ou élémentaire de la seconde langue non seulement la nomination et la promotion d'agents définitifs, mais également la désignation ou le recrutement d'agents temporaires.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt, in aangepast vorm, de tekst over van een eerder ingediend wetsvoorstel¹.

Klachten in verband met het gebrek aan kennis van het Nederlands door personeelsleden van de Post, de NMBS en andere openbare instellingen in Brussel worden al eens afgewimpeld met de opmerking dat het om tijdelijke krachten gaat, die niet onderworpen zijn aan de taalwetten. Op die manier kan artikel 21 van de gecoördineerde wetten worden omzeild. Dit artikel stelt dat alleen personeelsleden die blijf geven over een aangepaste of voldoende kennis van de tweede taal te beschikken, kunnen benoemd of bevorderd worden tot een ambt of betrekking, waarvan de titularis omgang heeft met het publiek.

Het onderhavige wetsvoorstel wil dit tegengaan door niet alleen de benoeming en de bevordering afhankelijk te maken van een voldoende of elementaire kennis van de tweede taal, maar ook de aanstelling of aanwerving van tijdelijke krachten.

Bart LAEREMANS (Vlaams Belang)
Francis VAN DEN EYNDE (Vlaams Belang)
Jaak VANDEN BROECK (Vlaams Belang)
Bert SCHOOFS (Vlaams Belang)
Filip DE MAN (Vlaams Belang)

¹ Doc. Parl. Chambre, DOC 50 0358/001.

¹ Parl. St. Kamer, DOC 50 0358/001.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

À l'article 21, § 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les mots «désigné temporairement,» sont insérés entre les mots «nul ne peut être» et les mots «nommé ou promu à un emploi».

25 octobre 2004

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 21, § 5, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, worden de woorden «tijdelijk aangeworven,» ingevoegd tussen de woorden «kan niemand» en de woorden «benoemd of bevorderd».

25 oktober 2004

Bart LAEREMANS (Vlaams Belang)
Francis VAN DEN EYNDE (Vlaams Belang)
Jaak VANDEN BROECK (Vlaams Belang)
Bert SCHOOFS (Vlaams Belang)
Filip DE MAN (Vlaams Belang)

ANNEXE

BIJLAGE

TEXTE DE BASE

18 juillet 1966

LOIS SUR L'EMPLOI DES LANGUES EN MATIÈRE ADMINISTRATIVE

Art. 21.

§ 1^{er}. Tout candidat qui sollicite une fonction ou un emploi dans les services locaux établis dans Bruxelles-Capitale, subit, s'il est imposé, l'examen d'admission en français ou en néerlandais, suivant que d'après le diplôme exigé, le certificat d'études requis ou la déclaration du directeur d'école, il a fait ses études dans l'une ou l'autre de ces langues.

S'il n'est pas imposé d'examen d'admission, la langue principale du candidat est déterminée par le régime linguistique des études faites, tel qu'il résulte des documents susmentionnés.

Le candidat qui, à l'étranger ou dans la région de langue allemande, a fait ses études dans une autre langue que le français ou le néerlandais et qui peut se prévaloir d'une équivalence de diplômes ou de certificats d'études reconnue par la loi, subit l'examen d'admission en français ou en néerlandais, au choix. Si la nomination n'est pas précédée d'un examen d'admission, la connaissance de la langue principale choisie est constatée par un examen préalable.

Au cours de sa carrière, le fonctionnaire ou l'agent subit les examens de promotion dans sa langue principale telle qu'elle a été déterminée sur la base des critères indiqués ci-dessus.

§ 2. S'il est imposé, l'examen d'admission comporte pour chaque candidat une épreuve écrite ou informatisée sur la connaissance élémentaire de la seconde langue.

S'il n'est pas imposé d'examen d'admission, le candidat est soumis, avant sa nomination, à un examen écrit ou informatisé portant sur la même connaissance.

§ 3. Les §§ 1^{er} et 2 ne sont pas applicables au personnel de métier et ouvrier.

§ 4. Est subordonnée à la réussite d'un examen écrit ou informatisé portant sur la connaissance suffisante

TEXTE DE BASE ADAPTÉ À LA PROPOSITION

18 juillet 1966

LOIS SUR L'EMPLOI DES LANGUES EN MATIÈRE ADMINISTRATIVE

Art. 21.

§ 1^{er}. Tout candidat qui sollicite une fonction ou un emploi dans les services locaux établis dans Bruxelles-Capitale, subit, s'il est imposé, l'examen d'admission en français ou en néerlandais, suivant que d'après le diplôme exigé, le certificat d'études requis ou la déclaration du directeur d'école, il a fait ses études dans l'une ou l'autre de ces langues.

S'il n'est pas imposé d'examen d'admission, la langue principale du candidat est déterminée par le régime linguistique des études faites, tel qu'il résulte des documents susmentionnés.

Le candidat qui, à l'étranger ou dans la région de langue allemande, a fait ses études dans une autre langue que le français ou le néerlandais et qui peut se prévaloir d'une équivalence de diplômes ou de certificats d'études reconnue par la loi, subit l'examen d'admission en français ou en néerlandais, au choix. Si la nomination n'est pas précédée d'un examen d'admission, la connaissance de la langue principale choisie est constatée par un examen préalable.

Au cours de sa carrière, le fonctionnaire ou l'agent subit les examens de promotion dans sa langue principale telle qu'elle a été déterminée sur la base des critères indiqués ci-dessus.

§ 2. S'il est imposé, l'examen d'admission comporte pour chaque candidat une épreuve écrite ou informatisée sur la connaissance élémentaire de la seconde langue.

S'il n'est pas imposé d'examen d'admission, le candidat est soumis, avant sa nomination, à un examen écrit ou informatisé portant sur la même connaissance.

§ 3. Les §§ 1^{er} et 2 ne sont pas applicables au personnel de métier et ouvrier.

§ 4. Est subordonnée à la réussite d'un examen écrit ou informatisé portant sur la connaissance suffisante

BASISTEKST

18 juli 1966

**WETTEN OP HET GEBRUIK VAN DE TALEN IN
BESTUURSZAKEN****Art. 21.**

§ 1. Wanneer het voorgeschreven is, legt iedere kandidaat die dingt naar een ambt of betrekking in de plaatselijke diensten gevestigd in Brussel-Hoofdstad, het toelatingsexamen af in het Nederlands of in het Frans, naar gelang van de taal waarin hij, naar luid van het opgelegde diploma, het vereiste studiegetuigschrift of de verklaring van het schoolhoofd, zijn onderwijs genoten heeft.

Indien geen toelatingsexamen voorgeschreven is, wordt de hoofdtal van de kandidaat bepaald door het taalregime van het genoten onderwijs, zoals dat blijkt uit bovenvermelde bescheiden.

De kandidaat, die in het buitenland of in het Duits taalgebied zijn onderwijs genoten heeft in een andere taal dan het Nederlands of het Frans en zich op een bij de wet erkende gelijkwaardigheid van diploma's of studiegetuigschriften kan beroepen, legt het toelatingsexamen af in het Nederlands of in het Frans, naar keuze. Indien geen toelatingsexamen aan de benoeming voorafgaat, wordt de kennis van de gekozen hoofdtal vastgesteld aan de hand van een voorafgaand examen.

Gedurende zijn loopbaan, legt de ambtenaar de opgelegde bevorderingsexamens af in zijn hoofdtal zoals die bepaald werd op grond van bovenvermelde criteria.

§ 2. Wanneer het voorgeschreven wordt, omvat het toelatingsexamen voor iedere kandidaat een schriftelijk of computergestuurd gedeelte over de elementaire kennis van de tweede taal.

Indien geen toelatingsexamen voorgeschreven wordt, moet de kandidaat, vóór zijn benoeming, aan een schriftelijk of computergestuurd examen over dezelfde kennis onderworpen worden.

§ 3. De §§ 1 en 2 zijn niet toepasselijk op het vak- en werkliedenpersoneel.

§ 4. Wordt afhankelijk gemaakt van het slagen voor

BASISTEKST AANGEPAST AAN HET VOORSTEL

18 juli 1966

**WETTEN OP HET GEBRUIK VAN DE TALEN IN
BESTUURSZAKEN****Art. 21.**

§ 1. Wanneer het voorgeschreven is, legt iedere kandidaat die dingt naar een ambt of betrekking in de plaatselijke diensten gevestigd in Brussel-Hoofdstad, het toelatingsexamen af in het Nederlands of in het Frans, naar gelang van de taal waarin hij, naar luid van het opgelegde diploma, het vereiste studiegetuigschrift of de verklaring van het schoolhoofd, zijn onderwijs genoten heeft.

Indien geen toelatingsexamen voorgeschreven is, wordt de hoofdtal van de kandidaat bepaald door het taalregime van het genoten onderwijs, zoals dat blijkt uit bovenvermelde bescheiden.

De kandidaat, die in het buitenland of in het Duits taalgebied zijn onderwijs genoten heeft in een andere taal dan het Nederlands of het Frans en zich op een bij de wet erkende gelijkwaardigheid van diploma's of studiegetuigschriften kan beroepen, legt het toelatingsexamen af in het Nederlands of in het Frans, naar keuze. Indien geen toelatingsexamen aan de benoeming voorafgaat, wordt de kennis van de gekozen hoofdtal vastgesteld aan de hand van een voorafgaand examen.

Gedurende zijn loopbaan, legt de ambtenaar de opgelegde bevorderingsexamens af in zijn hoofdtal zoals die bepaald werd op grond van bovenvermelde criteria.

§ 2. Wanneer het voorgeschreven wordt, omvat het toelatingsexamen voor iedere kandidaat een schriftelijk of computergestuurd gedeelte over de elementaire kennis van de tweede taal.

Indien geen toelatingsexamen voorgeschreven wordt, moet de kandidaat, vóór zijn benoeming, aan een schriftelijk of computergestuurd examen over dezelfde kennis onderworpen worden.

§ 3. De §§ 1 en 2 zijn niet toepasselijk op het vak- en werkliedenpersoneel.

§ 4. Wordt afhankelijk gemaakt van het slagen voor

de la seconde langue, toute nomination ou promotion à une fonction qui rend son titulaire responsable, vis-à-vis de l'autorité dont il relève, du maintien de l'unité de jurisprudence ou de gestion dans le service dont la haute direction lui est confiée.

§ 5. Sans préjudice des dispositions qui précèdent, nul ne peut être nommé ou promu à un emploi ou à une fonction mettant son titulaire en contact avec le public, s'il ne justifie oralement, par une épreuve complémentaire ou un examen spécial qu'il possède de la seconde langue une connaissance suffisante ou élémentaire, appropriée à la nature de la fonction à exercer.

§ 6. Les examens ou épreuves linguistiques susvisés ont lieu sous le contrôle du secrétaire permanent au recrutement.

§ 7. Lors du recrutement de leur personnel les administrations des communes et celles des personnes publiques subordonnées aux communes doivent répartir à parité entre les deux groupes linguistiques, 50 p.c. au moins des emplois à conférer.

Sans préjudice des dispositions de l'article 68, alinéa 1^{er}, au plus tard dans les dix ans, à partir du 1^{er} septembre 1963, les emplois égaux ou supérieurs à celui de chef de division doivent être occupés en nombre égal, par des fonctionnaires appartenant à l'un et à l'autre groupe linguistique.

de la seconde langue, toute nomination ou promotion à une fonction qui rend son titulaire responsable, vis-à-vis de l'autorité dont il relève, du maintien de l'unité de jurisprudence ou de gestion dans le service dont la haute direction lui est confiée.

§ 5. Sans préjudice des dispositions qui précèdent, nul ne peut être **désigné temporairement**¹, nommé ou promu à un emploi ou à une fonction mettant son titulaire en contact avec le public, s'il ne justifie oralement, par une épreuve complémentaire ou un examen spécial qu'il possède de la seconde langue une connaissance suffisante ou élémentaire, appropriée à la nature de la fonction à exercer.

§ 6. Les examens ou épreuves linguistiques susvisés ont lieu sous le contrôle du secrétaire permanent au recrutement.

§ 7. Lors du recrutement de leur personnel les administrations des communes et celles des personnes publiques subordonnées aux communes doivent répartir à parité entre les deux groupes linguistiques, 50 p.c. au moins des emplois à conférer.

Sans préjudice des dispositions de l'article 68, alinéa 1^{er}, au plus tard dans les dix ans, à partir du 1^{er} septembre 1963, les emplois égaux ou supérieurs à celui de chef de division doivent être occupés en nombre égal, par des fonctionnaires appartenant à l'un et à l'autre groupe linguistique.

¹ Art. 2: insertion

een schriftelijk of computergestuurd examen over de voldoende kennis van de tweede taal, iedere benoeming of bevordering tot een ambt, waarvan de titularis, tegenover de overheid waaronder hij ressorteert, verantwoordelijk is voor het behoud van de eenheid in de rechtspraak of in het beheer van de dienst waarvan de hoge leiding hem is toevertrouwd.

§ 5. Onverminderd voorgaande bepalingen kan niemand benoemd of bevorderd worden tot een ambt of betrekking, waarvan de titularis omgang heeft met het publiek, indien hij er niet mondeling van laat blijken door een aanvullend examengedeelte of door een bijzonder examen, dat hij een aan de aard van de waar te nemen functie aangepaste voldoende of elementaire kennis bezit van de tweede taal.

§ 6. De hierboven bedoelde taalexamens of examengedeelten worden afgenomen onder het toezicht van de Vaste Wervingssecretaris.

§ 7. Bij de werving van hun personeel dienen de besturen van de gemeenten en die van de openbare personen die aan de gemeenten ondergeschikt zijn, ten minste 50% van de te begeven betrekkingen in gelijke mate te verdelen over de beide taalgroepen.

Onverminderd de bepalingen van artikel 68, lid 1, moeten, ten laatste tien jaar na 1 september 1963, de betrekkingen die gelijk aan of hoger zijn dan die van afdelingschef, in gelijke mate, bezet worden door ambtenaren van beide taalgroepen.

een schriftelijk of computergestuurd examen over de voldoende kennis van de tweede taal, iedere benoeming of bevordering tot een ambt, waarvan de titularis, tegenover de overheid waaronder hij ressorteert, verantwoordelijk is voor het behoud van de eenheid in de rechtspraak of in het beheer van de dienst waarvan de hoge leiding hem is toevertrouwd.

§ 5. Onverminderd voorgaande bepalingen kan niemand **tijdelijk aangeworven**,¹ benoemd of bevorderd worden tot een ambt of betrekking, waarvan de titularis omgang heeft met het publiek, indien hij er niet mondeling van laat blijken door een aanvullend examengedeelte of door een bijzonder examen, dat hij een aan de aard van de waar te nemen functie aangepaste voldoende of elementaire kennis bezit van de tweede taal.

§ 6. De hierboven bedoelde taalexamens of examengedeelten worden afgenomen onder het toezicht van de Vaste Wervingssecretaris.

§ 7. Bij de werving van hun personeel dienen de besturen van de gemeenten en die van de openbare personen die aan de gemeenten ondergeschikt zijn, ten minste 50% van de te begeven betrekkingen in gelijke mate te verdelen over de beide taalgroepen.

Onverminderd de bepalingen van artikel 68, lid 1, moeten, ten laatste tien jaar na 1 september 1963, de betrekkingen die gelijk aan of hoger zijn dan die van afdelingschef, in gelijke mate, bezet worden door ambtenaren van beide taalgroepen.

¹ Art. 2: invoeging